

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 03/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LISI AUTOMOTIVE NOMEL

La forêt du Château
LA FERTE FRENEL
61550 La Ferté-en-Ouche

Références : 61-2024-n°103_AB
Code AIOT : 0005302264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement LISI AUTOMOTIVE NOMEL implanté La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur la thématique des rejets en eau. Le contrôle inopiné porte uniquement sur les eaux de process du site de LISI Automotive Nomel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LISI AUTOMOTIVE NOMEL

- La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche
- Code AIOT : 0005302264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Lisi Automotive Nomel est spécialisé dans la fabrication d'écrous, rondelles, circlips, exclusivement pour les constructeurs d'automobiles (travail mécanique des métaux et traitements de surface).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
2	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.4	Sans objet
5	Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des défaillances dans les procédures relatives à la chaîne de prélèvement des rejets aqueux. Dans un premier temps, il est primordial que l'exploitant puisse indiquer où est mesuré le débit reporté sur la supervision (ordinateur de contrôle). Il doit également mettre un place un suivi reprenant les dernières vérifications des appareils de mesures (pHmètre, débitmètres,...), suivre l'état de ses stocks (flacons en nombre suffisant,...).

De manière générale, l'exploitant doit améliorer la méthodologie de son autosurveillance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un emplacement est prévu pour le prélèvement par un laboratoire en charge du contrôle inopiné. Lors du contrôle inopiné, le laboratoire de contrôle installe un préleveur permettant de réaliser des prélèvements asservis au temps, impossibilité d'asservir le préleveur au débit.</p> <p>Le laboratoire mandaté pour le contrôle inopiné a installé la crépine de prélèvement dans le même regard de prélèvement que celui utilisé par l'exploitant pour réaliser ses prélèvements dans le cadre de l'autosurveillance.</p> <p>Les analyses sur les échantillons prélevés dans le cadre de l'autosurveillance des effluents aqueux sont réalisées par un laboratoire extérieur. A noter toutefois que pour le paramètre zinc, outre l'analyse hebdomadaire réalisée par le laboratoire extérieur, l'exploitant réalise une analyse journalière en interne. L'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022 impose une surveillance journalière du zinc. Les autres paramètres doivent être analysés a minima hebdomadairement, sauf le pH, la température et le débit qui doivent être suivis en continu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ouvrage de prélèvement est accessible.</p> <p>La crépine de prélèvement présente dans l'ouvrage se situe au fond du regard. L'exploitant doit positionner la crépine de prélèvement au milieu de l'ouvrage afin de prélever des échantillons plus représentatifs des effluents qui traversent le regard.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit positionner la crépine de prélèvement au milieu de l'ouvrage afin de prélever des</p>

échantillons plus représentatifs des effluents qui traversent le regard.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer d'où provenait la mesure de débit affiché au niveau de l'ordinateur de supervision.</p> <p>Lors du contrôle inopiné, le laboratoire s'est appuyé sur le débitmètre électromagnétique se situant sur la canalisation de rejet pour définir le volume rejeté sur 24 heures. L'exploitant n'a pas su indiquer si les données en provenance de la supervision étaient télétransmises par ce débitmètre.</p> <p>Le pH des effluents sortant de l'installation est contrôlé par une sonde dénommée pH final avant rejet. Cette sonde est vérifiée une fois par semaine. L'exploitant a communiqué son document décrivant la procédure d'étalonnage pH. Cependant, l'exploitant ne retrace pas par écrit les dates de vérification de étalonnage de la sonde de pH.</p> <p>L'exploitant précise que si le pH de sortie des effluents n'est pas conforme, le rejet est immédiatement arrêté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit communiquer à l'inspection sous un délai de 2 mois, un schéma reprenant les différents appareils de mesure sur la station de traitement des eaux de process. Ce document devra spécifier l'emplacement du débitmètre permettant le report du débit auprès de la supervision (ordinateur de contrôle).</p> <p>Les différents appareils de mesure doivent avoir un suivi métrologique régulier.</p> <p>L'exploitant doit tracer les vérifications qu'il effectue sur les sondes pH.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions

Prescription contrôlée :**Extraits :**

Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux.

La norme FD T 90-523-2 définit des dispositions pour la sélection, le nettoyage du matériel ainsi que les contrôles métrologiques à mener sur l'échantillonneur et les critères à respecter.

Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement.

L'échantillonneur mono-flacon devra être utilisé dans le cas d'échantillonnage proportionnel au débit. Dans le cas d'échantillonnage proportionnel au temps, c'est l'échantillonneur multi-flacons (24 flacons) qui sera utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen.

Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO5, la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses.

Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en oeuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre.

A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.

Constats :

L'inspection a fait ouvrir l'échantillonneur.

Celui-ci comprend 4 bidons. 2 bidons contenaient des échantillons 24h et un troisième était en cours de collecte. L'exploitant indique qu'un bidon est collecté par 24H entre 9h du jour n et 9h du jour n+1.

Le prélèvement est réalisé à partir du collecteur disposant de la crépine qui est au fond de l'ouvrage. Comme évoqué dans le premier point de contrôle du présent rapport, l'exploitant devra installer la crépine au milieu de la zone de prélèvement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation

Prescription contrôlée :**Extraits :**

Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation.

La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre. Le laboratoire conserve la possibilité d'utiliser un matériel de flaconnage différent s'il dispose de données expérimentales permettant de justifier ce choix.

La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées (par exemple : sur une feuille préenregistrée regroupant les éléments non variables comme site, lieu d'échantillonnage, type d'échantillonneur, programme d'asservissement).

Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse.

La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier.

En absence de consignes fournies par le laboratoire concernant le remplissage du flacon, le préleveur devra le remplir à ras-bord.

Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.

Constats :

L'inspection a demandé à l'exploitant de présenter les flacons prévus pour l'échantillonnage.

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir reçu les flacons du laboratoire réalisant l'autosurveillance. Il y aurait eu une erreur de livraison, le laboratoire aurait envoyé des flaconnages permettant le prélèvement pour les analyses des substances PFAS, mais pas le flaconnage pour mesurer les valeurs limites de rejets des effluents aqueux prescrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022.

L'exploitant informe l'inspection que la livraison de flaconnage est prévue pour le lendemain.

Effectivement, les flaconnages nécessaires aux analyses dans les rejets aqueux sont bien parvenus à l'exploitant dans les délais qu'il avait indiqué.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est de la responsabilité de l'exploitant de gérer ses stocks afin d'avoir continuellement sur son site des flaconnages pour réaliser des prélèvements des rejets aqueux.

Type de suites proposées : Sans suite